

ÉTUDES

Quand les aides sociales ne suffisent plus

De plus en plus d'étudiants sont dans l'incapacité d'assumer le coût de leurs études supérieures, a rappelé hier la FEF lors d'une journée d'action.

Près de 200 étudiants se sont rassemblés jeudi midi devant les presses universitaires de l'Université libre de Bruxelles (ULB) pour dénoncer leurs difficultés croissantes à assumer le coût des études supérieures.

D'autres événements similaires ont eu lieu à la haute école Bruxelles-Brabant ou encore à Namur, Liège, Louvain-la-Neuve et dans le Hainaut.

Cette journée d'action organisée par la Fédération des étudiants francophones (FEF) s'inscrit dans le cadre de sa campagne « Le coût des études nuit gravement aux étudiants » lancée en septembre.

Précarisation croissante de la jeunesse

Lors de discours prononcés devant l'ULB, des étudiants ont notamment témoigné de

leurs difficultés. Les participants ont levé des cartes rouges pour demander un revirement dans la conception de l'accessibilité aux études universitaires.

« On remarque que les aides sociales pour permettre aux étudiants d'accéder aux études supérieures ne suffisent plus et on constate une précarisation croissante de la jeunesse », a relevé Maxime Michiels, président de la FEF.

« Les demandes d'allocations d'étude ont augmenté de 21 % sur les six dernières années alors que le taux d'octroi lui diminue, ce qui veut dire que proportionnellement, moins d'étudiants accèdent à une allocation d'études parmi ceux qui en ont besoin ».

La FEF souligne également que le nombre d'étudiants qui bénéficient du revenu d'intégration du CPAS a été multiplié par sept entre 2002 et 2016 et que 25 % des jeunes travaillent pour payer leurs études au péril de leur réussite. Une année dans le supérieur coûte entre 8 000 et 12 000 euros, estime la fédération.

En cause ? Le coût de la vie et la paupérisation de la population, plutôt que le miner-

val, ce qui implique une réponse à différents niveaux de pouvoirs, selon Maxime Michiels.

Réduction du droit d'inscription

« Il y a une précarisation de toute la population qui fait que les parents n'arrivent plus à financer les études de leurs enfants, constate le président de la Fédération des étudiants francophones. Cette précarisation étudiante est mise en avant depuis plusieurs années, sans

25 % des jeunes travaillent pour payer leurs études au péril de leur réussite.

pour autant obtenir de réponse politique. L'idée est de viser tous les partis, et non pas seulement le ministre actuel de l'Enseignement supérieur, en vue des élections de 2019. »

La FEF demande entre autres une réduction du droit d'inscription et un refinancement public de l'enseignement supérieur. Une pétition lancée à la mi-septembre compte déjà plus de 6 000 signatures. Elle se clôturera en mai pour les élections. ■